

AP n° 2025-APC-35-IC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
relatif à l'élargissement du rayon de chalandise de l'installation
de stockage de déchets non dangereux
SOCIÉTÉ SUEZ RV NORD EST
Ecopôle de la Côte Plate
51300 Huiron**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le livre V, titre I du Code de l'environnement ;
Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2005-A-55-IC du 05 juillet 2005 autorisant la société SUEZ RV NORD EST à exploiter un centre de stockage de déchets non dangereux sur la commune de Huiron ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-APC-048-IC du 25 avril 2019 autorisant la société SUEZ RV NORD EST à modifier ses installations ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021-APC-126-IC du 9 août 2021 autorisant la société SUEZ RV NORD EST à valoriser le biogaz ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-APC-214-IC du 16 décembre 2022 autorisant la société SUEZ RV NORD EST à accepter, dans ses installations, des déchets non dangereux ultimes provenant du département de la Meuse ;
Vu le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Grand Est approuvé le 24 janvier 2020 ;
Vu la demande en date du 26 novembre 2024 de la société SUEZ RV NORD EST pour étendre la zone de chalandise pour les déchets non dangereux reçus sur l'installation de Huiron ;
Vu l'avis de la Direction Energie Climat et Économie Circulaire de la Région Grand Est émis par courrier le 19 décembre 2024 ;
Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 13 janvier 2025 ;
Vu le courrier transmis à l'exploitant le 6 février 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 10 février 2025.

Considérant que la modification s'inscrit dans un contexte d'harmonisation des zones de chalandises des installations de traitement de type Installation de stockage de déchets non dangereux et Unité de valorisation énergétique par la région Grand Est ;

Considérant que l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par SUEZ RV NORD EST à Huiron est actuellement autorisée à prendre en charge 100 000 t/an de déchets ultimes non dangereux ; par conséquent que la prise en charge de ce type de déchet provenant des Ardennes n'est pas de nature à perturber ou modifier le fonctionnement des installations ;

Considérant qu'il n'a pas été relevé d'incompatibilité, du fait de la modification, avec le SRADDET de la région Grand-Est, et que la modification de l'origine géographique des déchets pris en charge par l'installation de stockage de déchets non dangereux, la société SUEZ RV NORD EST à Huiron a été

validée par le groupe de travail sur les flux de déchets en Grand Est co-piloté par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le Conseil Régional ;

Considérant que les projets de modifications ne constituent pas des modifications substantielles de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant néanmoins que, bien que les modifications envisagées ne soient pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

Article 1 :

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2022-APC-214-IC du 16 décembre 2022 sont abrogées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« 1.2.3.3 Origine géographique des déchets

L'installation recevra exclusivement des déchets (déchets d'activité économique (DAE), ordures ménagères résiduelles (OMR) et ultimes) en provenance des départements des Ardennes, de la Marne, de l'Aube, de la Haute-Marne et de la Meuse.

L'installation pourra accueillir des déchets en provenance de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Collectivité européenne d'Alsace et des Vosges, en justifiant de l'incapacité des unités de traitement de ces départements à accueillir des déchets ultimes. »

Article 2 : délai et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr)

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

Article 3 : droit des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Article 4 : notification

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à la Délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé, à la Direction départementale des territoires – service urbanisme, à la Direction départementale des Services d'incendie et secours, à la Direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie ainsi qu'à Monsieur le Maire de Huiron qui en donnera communication à son conseil municipal.

Monsieur le Maire de Huiron procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Notification en sera faite sous pli recommandé à Monsieur le Directeur de la Société SUEZ RV NORD EST, Site de Huiron, Espace Européen de l'Entreprise, 17 rue de Copenhague, 67300 SCHILTINGHEIM.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département de la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le 21 FEV. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général

Raymond YEDDOU



